

Un pavillon construit il y a quelques mois à l'hôpital Bretonneau menace de s'écrouler ! On a dû procéder en hâte à l'évacuation des malades.

LES JOUHEAUX.

Encore un méfait de la rationalisation !

Le libertaire

ORGANE HEBDOMADAIRE DE L'UNION ANARCHISTE-COMMUNISTE

ABONNEMENTS AU "LIBERTAIRE"	
FRANCE	ÉTRANGER
Un an... 48 fr.	Un an... 50 fr.
Six mois... 24 fr.	Six mois... 25 fr.
Trois mois... 12 fr.	Trois mois... 12 fr.
15 jours... 2 fr.	15 jours... 2 fr.

Les anarchistes veulent instaurer un milieu social qui assure à chaque individu le maximum de bien-être et de liberté adéquat à chaque époque.

Téléph. : Roquette 57-73

LA CRISE ESPAGNOLE

Le Dictateur par terre A quand la monarchie ?

Primo de Rivera s'est tout de même décidé à démissionner, ou plutôt on l'a démissionné, car s'il a quitté le pouvoir ce n'est que sous la pression des classes dirigeantes espagnoles, appuyées par les capitalistes franco-anglais et américains.

La situation particulièrement difficile où la politique du Dictateur enlaidit de plus en plus l'Espagne, depuis longtemps, prévoit un pareil dénouement. Mais l'échéance a été plus lointaine que d'aucuns l'escomptaient.

N'entendait-on pas prédire la chute du dictateur comme imminente déjà il y a un an, lors de l'insurrection de Valence et des événements de Ciudad-Réal ? Il est vrai que, en cinq ans ce dictateur avait eu à subir pas moins d'une demi-douzaine de complots sans en être autrement ébranlé. N'oublions pas que l'Espagne est le pays des pronunciamientos. Qu'ils fussent donc, ordus par les libéraux ou les militaires, ces complots, toujours politiques, ne faisaient guère d'autre victime que le peuple qui, parfois dupe, versait son sang pour les intérêts de la poterie méconce.

Cependant, le régime de Primo devait se trouver miné à la longue par les fautes mêmes de sa propre politique. Celle-ci, ultra-chauvine, basée sur le protectionnisme le plus intransigent, avait, en effet, pour résultat de ruiner l'économie du pays, tout en attirant la vindicte des puissances capitalistes étrangères, telles que la France et l'Angleterre par exemple, dont les intérêts en Espagne se trouvaient particulièrement lésés du fait du système prohibitif instauré par Primo de Rivera.

Le dictateur, lui, croyait corriger la balance commerciale déficitaire en intensifiant ces mesures protectionnistes. Au mois de juillet dernier, il décrétait encore toute une série de nouveaux dispositifs destinés à restreindre plus strictement les importations. C'était le « Patroage national », alimenté par les fonds procurés à l'aide du tourisme, et qui devait favoriser la consommation des articles nationaux dans les branches de la production où le mode de l'« exotisme » impose des articles étrangers. Puis la constitution d'un Comité régulateur des importations, dont les fonctions devaient s'étendre à tous les articles, spécialement à l'outillage destiné aux entreprises publiques contrôlées ou subventionnées par l'Etat. D'autres institutions devaient être également créées, pour stimuler les productions naissantes et susceptibles de diminuer d'autant les importations de certains produits, pour établir l'industrie automobile en Espagne, etc.

Parallèlement, plusieurs contrôles financiers s'établissent, tant sur la nationalisation des entreprises étrangères que sur quelques opérations bancaires. Cette ingérence de l'Etat dans tous les domaines s'est surtout marquée dans celui de la production agricole et industrielle au moyen de la création d'une infinité de conseils. Une loi minière obligeait toutes les industries espagnoles à consommer un pourcentage de charbon national, en vue de maintenir en activité des mines d'ailleurs assez pauvres. Un monopole du pétrole aboutissant à la déposition des étrangers était aussi établi. La Compagnie fermière, soutenue par le Gouvernement, tenta même d'acquiescer le contrôle de ses matières premières. C'est ainsi qu'en septembre dernier elle créait la *Compañía Española de Petróleos*, au capital de 75 millions de pesetas, ayant pour objet l'acquisition et l'exploitation de gisements de concessions, de droits pétroliers et des établissements d'industrie connexes, en même temps que la vente de leurs produits. Enfin, elle se donnait pour but « de collaborer à la politique espagnole des pétroles, inaugurée par la création du monopole, en approvisionnant le marché de produits de propriété espagnole, de façon à réserver à l'économie nationale les bénéfices de production et de transport et à libérer l'Espagne du tribut de 200 millions de pesetas par an que ce pays paie de ce chef à l'étranger ».

Il ne faudrait pas croire que la situation de l'agriculture fut plus brillante que celle de l'industrie. Les efforts tendant à libérer le pays des importations de produits agricoles sont grevés par le prix de revient. Il en est de même pour les cultures de fruits d'exportation. Enfin, si Primo de Rivera espérait remonter le courant en élevant la tarification douanière, l'expérience lui a donné tort. En effet, les puissances étrangères devaient, par mesure de représailles, paralyser le courant des exportations espagnoles. Le tarif protecteur était donc loin de pouvoir endiguer la crise. Aussi vit-on le coût de la vie monter sans cesse, tandis que le cours de la peseta dégringolait à une allure vertigineuse, répercussion inévitable de l'état déficitaire de la balance commerciale, ainsi que de la crise de confiance consécutive à l'insécurité du régime. Et, en même temps que les capitaux étrangers cessaient d'arriver, une politique fiscale rigoureuse provoquait un mouvement ascendant d'exportation de la part des capitaux espagnols.

Ainsi la situation devenait de plus en plus critique.

A l'extérieur, les Etats capitalistes voisins ne cachaient pas leur animosité contre ce régime. Tandis que la dictature mussolinienne rencontrait beaucoup de laudateurs parmi la bourgeoisie française, la dictature espagnole était, au contraire, très critiquée. De bons apôtres, admirateurs des chemises noires, reprochaient à Primo de Rivera le régime de terreur qu'il faisait régner sur l'Espagne. On en vit s'indigner à la pensée que des pièces d'artillerie étaient, des hauteurs de Montjuich, braquées sur Barcelone, « foyer d'indépendance », à flétrir vertueusement un régime « d'intrigues, de délation et d'effroi ». Au reste, le Gouvernement français suivit avec une sympathie non dissimulée la tentative Sanchez Guerra. En Angleterre, l'opinion était identique, et pour les mêmes raisons, à savoir que les intérêts

capitalistes de ces deux pays étaient singulièrement compromis par la politique de Primo de Rivera.

A l'intérieur de l'Espagne, la baisse des salaires, le chômage donnaient naissance à quelques mouvements de grèves, malgré une répression impitoyable. Mais, surtout, l'hostilité au dictateur s'avérait avec évidence parmi la classe dirigeante elle-même. La cour et la noblesse, qui, six ans auparavant, avaient déterminé le coup de force, commençaient à trouver que Primo et sa dictature avaient trompé leur espoir.

Depuis un an, principalement, les événements marquaient clairement ce revirement. Ce fut, à la fin d'octobre dernier, l'acquiescement de Sanchez Guerra par le Conseil de guerre de Valence ; puis les manifestations de sympathie dont celui-ci fut ensuite l'objet, lors de son voyage à Madrid, tant de la part des étudiants que des officiers et de nombreux politiciens qui tinrent à honneur d'aller le visiter. Les oppositionnels trouvaient, d'ailleurs, un terrain fertile dans le mécontentement naturel de la population et ne manquaient pas de l'exploiter, essayant de faire croire aux masses que, de tous leurs maux, n'était responsable que la politique de Primo de Rivera.

D'ailleurs, la pression des capitalistes voisins brisait les choses. La peseta, qui baissait toujours, tomba brusquement jusqu'à osciller autour de 320. Quelque temps après, le Gouvernement espagnol tenta bien ce qu'on pourrait appeler une ultime manœuvre. La *Banco de España*, la banque d'émission espagnole, décida un emprunt de 550 millions de pesetas en or, destiné à couvrir un déficit produit par l'intervention du Comité des changes, créé pour empêcher la chute de la peseta. Elle fit passer, à cet effet, quelques communiqués dans la presse financière française, espérant sans doute que, vu la pénurie de capitaux espagnols, il se trouverait au moins des gogos français pour aller souscrire à sa succursale du boulevard Magenta. Mais la majorité des journaux financiers français, soutenant en cela les intérêts de leur capitalisme national, mirent en garde les épargnants contre cette opération d'une dictature trop ébranlée pour qu'on lui fasse confiance. D'ailleurs, il était trop tard pour Primo d'essayer de modifier ses méthodes. C'est à l'unanimité que l'Espagne condamnait sa désastreuse gestion.

On fit circuler en haut lieu, à diverses reprises, le bruit de la démission du dictateur qui, vraiment, ne faisait plus l'affaire ni de la royauté, ni des gros propriétaires fonciers, ni de la bourgeoisie, ni des officiers, et malgré tout s'obstinait à se cramponner au pouvoir, menaçant, au moyen de communiqués dont l'insertion était imposée par lui à la presse.

Enfin, le 7 décembre, il conviait les officiers à un grand festin. Quelles étaient au juste ses intentions ? Peut-être espérait-il se faire plébisciter par les « juntes ». Toujours est-il que, devant l'attitude nettement hostile de celles-ci, il se décida à donner à la cérémonie un caractère purement « amical » et pas du tout politique. La crainte d'une rébellion imminente l'avait incité sans doute à la plus grande retenue. Contre son habitude, il dit n'avoir à faire de déclarations d'aucune sorte. Cependant, l'ambiance restait nettement hostile. Le banquet ne lui suscita aucune sympathie. Car toutes ses précautions n'empêchaient pas les militaires de le considérer comme un politicien ayant perdu son prestige et dont le rôle était terminé, après avoir donné amplement sa mesure. En vain gracia-t-il les officiers détenus à Montjuich, à la suite de la sédition de juin 1926, en vain cessa-t-il de menacer de dissoudre pour la troisième fois le corps d'artillerie. Ces manœuvres de dernière heure étaient impuissantes à le sauver.

Le macaque royal lui-même et son entourage ne cherchaient que le moyen de se débarrasser de ce collaborateur devenu par trop gênant et maladroit. Dès le commencement de novembre, il fit donc appel au duc d'Albe et à Cambó. A ce dernier, représentant autorisé de la ploutocratie de Catalogne, il désirait confier le soin d'assainir les finances et de stabiliser la devise. On parlait déjà d'un Gouvernement « transitoire », dont un général assumerait la présidence, et des lors le général Berenguer, chef de la maison militaire du roi, semblait tout désigné. C'est lui qu'on envoyait donc conférer avec le capitaine général de Catalogne et avec le général Cavallanti. Ce dernier, membre du premier Directoire, avait conspiré avec le roi en 1924 et, par suite, avait été exilé par Primo à l'étranger.

Evidemment, Primo ne pouvait pas résister, ne comptant plus d'appui d'aucune sorte, abandonné définitivement par l'armée, la magistrature, la presse, le clergé et la noblesse, d'après ses propres déclarations verbales ou écrites dans la *Nación*. Il se rendit. Quant au capitalisme d'Espagne, ayant liquidé en lui un agent qui ne faisait plus l'affaire, il en choisit un autre plus convenable à la situation.

Le coup d'Etat de Primo de Rivera avait été perpétré en vue de sauver la monarchie compromise par les désastres d'Annou, en 1921. Seulement il donna le résultat contraire, aggravant plutôt la situation. Aujourd'hui, c'est encore pour sauver le régime monarchique, plus que jamais menacé, qu'on oblige l'ancien dictateur à se démettre de ses fonctions. Le système dictatorial a désormais donné la preuve qu'il n'était pas du tout apte à sauver la royauté : on va donc tenter du système constitutionnel. Mais, pour passer de l'un à l'autre, sans toujours porter atteinte à la forme monarchique du Gouvernement, il convenait de faire la transition.

LUCILE PELLETIER.

(Lire la suite en 2^e page)

LE SCANDALE DES ASILES D'ALIÉNÉS

Sauvons Jean Ingelaère

L'infâme loi de 1838, réglementant l'internement des maisons d'aliénés, est toujours en vigueur.

Que de malheureuses victimes ont été passées dans ces sinistres établissements, dont le procès n'est plus à faire. On connaît la teneur de cette loi inique : il suffit d'être dérangé comme fou par un membre de sa famille, qui se procure tout un certificat médical attestant la vérité de ses dires, pour être enfermé dans une de ces bêtiseries qui ont nom quelconques (ironie des mois) : maisons de santé.

Le docteur Toulouse, qui dirige à Paris le centre de prophylaxie mentale Henri Rousseau, a dénoncé vigoureusement, à plusieurs reprises, le scandale que constitue l'inique loi de 1838.

Récemment le conseil municipal de Cour, près Bourges, menaçait de démissionner pour protester contre l'internement arbitraire d'un de ses administrés.

La presse s'est faite l'écho, ces temps derniers, de faits semblables qui prouvent que ce scandale n'a que trop duré.

Nous avons déjà parlé du cas de notre camarade Jean Ingelaère, interné dans une maison d'aliénés, par ordre de l'ambassade américaine.

Il convient de revenir aujourd'hui sur cette affaire, qui prouve avec quelle désinvolture il est permis, sous notre République, de priver un homme de sa liberté. Jean Ingelaère est un vieil ouvrier du textile, bien connu à Lille où il travailla pendant plus de quarante années.

Après la guerre il partit en Amérique pour travailler en qualité de tissand. Hélas ! son séjour chez les Yankees devait être pour lui le commencement de l'iniquité dont il souffre encore aujourd'hui.

Après quelques années de séjour au pays du dollar, il fut dénoncé, par une femme, anarchiste, d'être plus qu'il en fallait pour attirer sur lui les foudres de la police américaine. Immédiatement arrêté comme subversif, il fut jeté en prison et de là conduit à l'asile d'aliénés de Borough States (Massachusetts). Il devait y rester pendant quatorze mois.

Mais les autorités américaines, tenant à se débarrasser de Ingelaère le firent rapatrier en 1924.

A son arrivée en France, à Armentières, le commissaire de police aide du maire, un certain Contin, le fit conduire vers l'asile d'Esquermes à Lille. Grâce à un subterfuge, Ingelaère put faire connaître à sa femme, ainsi qu'à ses amis, le lieu de sa détention. A la suite de démarches sur lesquelles nous aurons certainement l'occasion de revenir, le vieux tissand fut libéré.

Mais Jean Ingelaère, qui, paraît-il, eut du s'estimer heureux d'en sortir à si bon compte, crut devoir protester contre la détention arbitraire dont il avait été l'objet. Il écrivit à plusieurs reprises aux autorités du Massachusetts, à l'ambassade américaine, réclamant une indemnité pour le préjudice matériel à lui causé par son internement de quatorze mois.

N'obtenant pas de réponse, ses lettres se firent de plus en plus vives, mais en termes qui, on tout cas, ne pouvaient être assimilés à un acte de folie.

En juillet 1929, Ingelaère fut convoqué au bureau de la Sûreté, à Roubaix, pour prendre connaissance, paraît-il, d'une réponse du gouverneur du Massachusetts. Connaissant les délicates intentions de ces « messieurs », Ingelaère fit le piège. Quant à Roubaix, il vint s'installer à Paris. Là il fut l'objet, pendant plusieurs semaines, de la surveillance incessante de deux policiers qui se vantaient aux voisins d'Ingelaère d'être payés — largement — par l'ambassade américaine.

Importuné par la présence des délégués de la Tour Pointue, qui ne le lâchaient pas d'une semelle, Ingelaère revint dans la région du Nord.

Le 16 septembre 1929 il était arrêté à nouveau, dirigé sur la maison d'Esquermes, puis transféré à l'asile d'Armentières où il est aujourd'hui.

Voici, fidèlement retranscrite, l'odyssée du vieil ouvrier lillois qui, après plus de quarante années de labeur acharné, dans l'industrie du textile, est condamné à finir ses jours dans cette sombre maison d'Armentières.

Du fond de sa geôle, Ingelaère adresse à ses amis, à tous ses compagnons de travail, à la C.G.T. dont il est membre depuis de nombreuses années, un appel pressant pour qu'ils se dressent contre l'iniquité qui le prive de sa liberté.

Quelques amis du Nord sont intervenus auprès du directeur de l'asile d'Armen-

tières. Ce dernier fait la sourde oreille. Il prétend qu'Ingelaère... n'est pas quêté. En réalité ce sont les autorités américaines qui exigent le maintien à l'asile de notre vieil ami.

Les compagnons de travail d'Ingelaère laisseront-ils les Yankees imposer leur loi en ce pays ? Nous ne le pensons pas. Déjà une sérieuse agitation est envisagée. Nous sommes prêts à intervenir vigoureusement pour, en même temps que sauver Ingelaère, dénoncer ce scandale permanent que constitue la loi de 1838.

PROPOS d'un PARIA

Qu'est devenu le général Koutepoff ? Telle est la question qui, à l'heure actuelle, fait couler tant d'encre et met en émoi ceux qui s'intéressent à différents points de vue aux réalisations de la révolution russe.

Les amateurs de roman-feuilleton en ont pour leur argent. L'histoire du « faux agent » est vraiment d'une belle revue. Quant à l'entêtement, dans une auto qui tournait préalablement le cul à la direction qu'elle devait prendre les récits qu'en ont donné les témoins « oculaires » sont tous, certainement, dignes de foi.

Il n'est donc pas douteux que l'ex-général Koutepoff, chef des Russes blancs émigrés, ait été enlevé par les agents secrets du gouvernement « ouvrier et paysan ». Notez bien que je ne m'exprime pas ma main au feu. Mais, cela serait qu'il n'y aurait pas lieu de s'en formaliser outre mesure. Car, dans le fond, la personnalité du général Koutepoff, pas plus d'ailleurs que celle de l'ambassadeur Dogalevsky n'offre pour moi le moindre intérêt. Russes blancs et rouges écarlates ayant ce trait commun de l'égalité dans la répression à l'égard des anarchistes. Mes camarades qui souffrent actuellement dans les nombreuses geôles « humanitaires » de la Russie « socialiste » sont certainement du même avis.

Et je n'aurais certainement pas parlé de cette affaire, comme toute d'un intérêt médiocre, si les représentants du gouvernement bolcheviste n'avaient cru bon de manifester, ou de simuler une crainte qui les pousse à avoir recours, comme un vulgaire Besseoudsky, au gouvernement de la République française, gouvernement essentiellement bourgeois, si je ne m'abuse.

Déjà, le fait, qu'un gouvernement ouvrier et paysan éprouve le besoin d'avoir un ambassadeur dans tous les pays capitalistes est symptomatique. Qu'il entretienne, au surplus, des « agents commerciaux » chargés de traiter avec les puissances capitalistes en est un autre qui devrait être suffisant pour ouvrir les yeux des ouailles de frère Florimond.

Il y a, hélas ! des yeux qui ne veulent pas voir !...

L'« Humanité » peut raconter toutes les histoires possibles, bouffier à tire lorigo de l'impérialisme ou du social fascisme, il n'en restera pas moins vrai que l'ambassadeur d'un pays — où la révolution est faite — a demandé assistance au gouvernement français.

Nous vivons sous le signe du mouchardage ou si vous préférez de l'espionnage. Tout gouvernement qui se respecte a ses agents secrets répandus dans les divers milieux où il peut avoir intérêt à savoir ce qui s'y passe.

Plus il y a d'activité dans un mouvement politique plus il renferme de ces sortes de personnages qui ne sont pas, en général, ceux qui créent les moins forts.

Donc, l'ambassadeur russe ayant appris « de source sûre » mais inavouée, que les Russes blancs voulaient tenter un raid contre l'endroit où il opère en a saisi le ministère des affaires étrangères de ce pays.

Cette façon d'opérer est tout à fait normale. Elle est en plus conforme à l'esprit de solidarité qui doit exister entre tous les représentants des Etats, quels qu'ils soient.

Je ne demande, quand les ouvriers qui collent encore aux œuvres du parti communiste français comprennent qu'ils ne sont pour leurs chefs que des cobayes, tout autant que les moutons de la Russie soviétique qui ont eux, pour excuse de ne l'être qu'à leur corps défendant.

Mais on est toujours tenté de souhaiter l'impossible !... — Pierre Mualdès.

L'OFFENSIVE CLÉRICALE

Monsieur le curé à la Laïque

On est très inquiet sur le sort de cette très respectable et très vieille personne qui a nom l'école laïque. On dit que ses jours sont comptés si les choses continuent d'aller comme elles vont. On murmure contre son entourage qui, assure-t-on, a résolu de l'enterrer au plus vite. C'est, paraît-il, une chose décidée. La *Breiter Zeitung*, bien renseignée généralement, nous en fait la confidence : « Les pourparlers entre Rome et Paris sur un concordat avec la France sont sur le point de se terminer. Le cardinal français Lécuyer, qui a pris une part prépondérante aux pourparlers, a même déjà pris contact avec les milieux français de gauche en vue de sonder leur état d'esprit et de les rendre favorables. Le point important du concordat qui est projeté constitue la reconnaissance de la législation laïque par le Vatican. Par contre-partie, le gouvernement français accorderait l'entrée dans les écoles françaises du clergé qui — en dehors des heures de classe et à condition que les parents y consentent — pourrait donner l'enseignement religieux... »

L'affaire fait actuellement grand bruit dans les milieux d'instituteurs. On n'aurait jamais cru possible une offensive sérieuse contre l'école laïque, soutien du régime, fille de la République, avenir de la démocratie, espoir du peuple et voilà qu'on apprend que tout est consommé, qu'il faut plier bagage devant l'invasion des curés... Et comme toujours en pareille circonstance, on cherche le coupable, ne serait-ce pas ce Briand de malheur qui aurait vendu l'école laïque pour un plat de lentilles monarchistes ou bien ce Marla classe ouvrière. Le vieux mythe de l'école laïque se meurt ! Et il ne faut pas que tu comptes que les politiciens « de gauche » qui hier encore le défendaient, feront un geste sincère pour qu'il revive. Nos grands laïcs ont pris, eux aussi, sans qu'ils s'en soient douté peut-être et peut-être sans comprendre, parce qu'ils avaient le souci de la conservation de leur civilisation, le chemin de Canossa. Ferdinand Buisson lui-même, que tu fétais voici quelques jours au Trocadéro, le saint laïque comme disait le bon vieux copain François Albert, l'apôtre, l'animateur, le directeur de Cempuis, l'homme que les cléricaux engagent comme une espèce d'Anté-Christ, Ferdinand Buisson ne déclarait-il pas au congrès d'Orientation Professionnelle de Bordeaux (1926)... « L'Eglise, l'Ecole, la Famille, ces trois grandes forces éducatrices doivent s'unir pour arriver au progrès, car, seule, chacune ne peut accomplir l'œuvre nécessaire. Un prêtre disait hier la tristesse du dimanche au village... Il aurait pu dire aussi que le curé devrait venir faire des conférences aux jeunes ; il ne faut pas qu'on impose silence aux curés, ni aux autres... ». Comprends-tu maintenant ce que le curé viendra faire dans ton école ? Comprends-tu pourquoi les Davidées se multiplient comme les poissons (d'eau trouble) de l'évangile ?

Et maintenant, tu es sur la voie. Continue. Relis Proudhon et Marx et rappelle-toi que tu es un prolétaire.

LASHORTES.

ODÉON EN DANGER

ARRIÈRE LE CHAOUCH !

Nous avons déjà dit que le Principal du Cherche-Midi n'a pas en odeur de sainteté les objectifs de conscience placés sous sa garde, et qu'il n'y a pas de brimades qu'il n'exerce contre eux.

Notre ami Perrin, dit Odéon, qui a été condamné au maximum de la peine pour n'avoir pas accompli une période de vingt et un jours, ne doit pas être suffisamment châtié aux yeux de cet adjudant tortionnaire qui vient de l'accuser à un geste désespéré.

Odéon fait la grève de la faim depuis lundi.

Voici ce que M^e Blumel, remplaçant Torrès, absent de Paris, nous écrivait mardi : « J'ai vu ce soir Odéon. Mis au cachot parce qu'ayant commencé la grève de la faim, il va entreprendre la grève de la soif. »

Odéon qui s'est pourvu en revision, n'est pas condamné définitivement, et il doit continuer à bénéficier des « avantages » accordés au prévenu. Ce n'est pas l'avis de l'Administration de la prison, qui l'a soumis, en dépit de ses réclamations, au régime des condamnés.

Odéon est de force, physique et morale, à supporter les dures conditions imposées aux condamnés militaires. Mais il ne peut endurer l'arbitraire, et c'est contre quoi il fait la grève de la faim — peut-être de la soif — depuis quatre jours.

C'est un émotif, Odéon, un sensible à l'extrême, et il n'a pas dû être très difficile aux gardes-chiourmes du Cherche-Midi de l'amener à refuser toute nourriture. Injustice et arrogance y ont suffi.

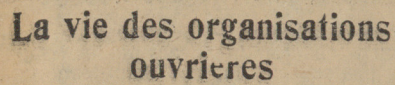
Voilà donc notre camarade en cellule de punition par dessus du marché. Dans une cage, ni aérée, ni éclairée, pas même une paille pour se reposer, un méchant couvre-pieds pour se protéger la nuit, rien comme nourriture, c'est ça l'existence d'Odéon depuis lundi.

Il est costaud, oui ! mais les plus forts sont affaiblis en peu de temps à semblable régime de privations.

Nous poussons donc un cri d'alarme et demandons à la presse de joindre vite sa protestation à la nôtre.



La dictature espagnole change de masque



Berneri et le "Complot"

Les fantaisies, les suppositions, les productions publiées à l'égard de notre camarade Berneri, auraient dû amener une conclusion de l'affaire.

Les fantaisies, les suppositions, les deductions publiées à l'égard de notre camarade Berneri, auraient dû amener une conclusion de l'affaire.

A. C.

APRÈS LE PROCÈS ODÉON

PROCÈS ODEON

férence entre les uniformes

tricté. Au lieu d'être, ainsi que dans un moteur thermique industriel, la puissance agissante, la cause du mouvement, elle agit comme un déchet, exception faite de la fraction qui maintient la température de régime.

Tout travail qui entraîne une surélévation notable et de quelque durée de la température du corps de celui qui l'accomplit, correspond à un manque de rendement énergétique. C'est-à-dire que la production n'est pas en rapport avec l'usure de celui-ci.

Il ne faut pas, cependant, se laisser aller au moins le rendre de plus en plus négatif.

Lorsque nous avons fait allusion à l'engagement du travail, nous entendions préciser l'emploi irréfutable de la méthode Taylor. Il s'agit d'une rationalisation dans un tout autre esprit.

Le travailleur n'est pas un moteur pour principale fonction de produire, c'est un homme riche, d'où il mène en réalité une existence parasitaire.

Il faut lui rendre, nous, pas, oui, mais

Tout travail qu'encontre une surelévation notable et de quelque durée de la température du corps de celui qui l'accomplit, correspond à un mauvais rendement de l'organisme, c'est-à-dire que la production n'est pas en rapport avec l'usure de celui-ci.

tiennent l'organisme, sans gain ni perte ap- | devra être affecté d'un coefficient de

Fascisme an VIII

A. Bedel, pour lui avoir pris son titre mais non son esprit

Paris, le 27 novembre 1939. Le Fascisme

réduc. $\frac{1}{2}$ G. GOUJON. *tout au moins.*

TRIBUNE SYNDICALE

Pour l'unité
malgré tout

A P. Besnard, modestement

Sans vouloir ouvrir une polémique avec nos camarades de la C. G. T. S. R., nous abandonnons notre position dans le problème de l'unité, en nous interdisant de formuler aucune condamnation, nous croyons devoir publier la lettre ci-dessous que nous avons reçue d'un militant de province.

J'inclus ce sous-titre, qui a l'air d'une demande de grâce, parce que, à l'heure actuelle, nous vivons en un tel état de confusion que tout nous porte à l'exagération. L'absolutisme domine toujours la pensée des hommes, et il n'est pas surprenant de se voir accusé d'ennemi par ceux-là même avec lesquels on est lié idéologiquement.

Je me garderai bien de parler au nom de ce qui est soi, collectif ou individuel, mais en tant que modeste militant de la base, je me permets de répliquer à un militant haut placé, tout en le priant de croire à ma sincérité comme il voudrait que l'on croie à la sienne.

Nous trouvons trop souvent cette sorte de flèches que certains militants de la C. G. T. S. R. se plaisent à lancer contre les camarades anarcho-syndicalistes qui sont restés à la C. G. T. U. ou à la C. G. T. Je conçois la rancœur que ces camarades ont dû ressentir pour cet abandon, mais je regrette qu'avant de jurer les actes de ceux qui les ont quittés, ils n'aient pas eu la force de caractère d'analyser les leurs.

On croit posséder un bel avantage moral quand on adhère à la C. G. T. S. R. et qu'on peut dire : « Notre centrale est pauvre, mais elle est pure ». Cependant, je ne mettrai pas de faire observer à ces camarades qu'ils n'ont pas le droit d'usurper un tel argument parce que, un jour, ils pourraient se retourner contre eux.

Je me garderai bien de jurer les camarades qui, étant passés à l'autonomie dans un moment d'exaltation, ont abandonné la C. G. T. U. parce que leur amour-propre leur défendait de rentrer à la C. G. T. U. qu'ils avaient quittée avec un dégoût trop marqué. Je ne jugerai personne, d'abord parce que chacun est maître des actes réels qu'il commet et, ensuite, parce que je rendant compte du désarroi dans lequel, nous tous, nous avons placé le mouvement syndical, je conçois facilement que les hommes les mieux investis commettent des erreurs.

Si je voulais m'engager en juge, je pourrais blâmer ceux qui, non contents du spectacle de la première scission, entraînent un grand nombre de syndiqués unitaires — les mieux indiqués pour défendre le syndicalisme — vers l'autonomie, en proclamant que celle-ci était seule capable de réaliser l'unité. Je jure que j'en créerais pas de 3^e centrale, mais nous vi- mes brûler par la suite ce que l'on avait adoré la veille, et au lendemain de sa constitution, la 3^e C. G. T. entraînait vigou- reusement en campagne contre les syndiqués autonomes qui, croyant au mot d'ordre de l'unité par l'autonomie, avaient persisté dans leur position. Si nous vou- lions dénoncer tous les méfaits causés par cette deuxième scission, nous deviendrions méchants malgrés nous. Je ne citerai qu'un fait : la mort du syndicalisme dans le Rhône. Personne ne peut nier que le syndicalisme libertaire ait influencé ce département. On est-il aujourd'hui ? Qu'en avez-vous fait de cette influence ? En cor- vant ces mois, camarade Besnard, j'ai un serrement de cœur en songeant que si l'unité se faisait, par le moyen que vous avez l'air d'espérer, ce mouvement disparaîtrait.

Besnard déclare qu'à la C. G. T. S. R., tous les militants sont d'accord sur la conception de l'unité... Je suis persuadé que si l'amour-propre faisait place au raisonne- ment, ils ne seraient pas nombreux ceux qui n'auraient pas hésité à se joindre à moi pour croire que l'unité ne passerait pas ainsi. A la dernière réunion du Conseil de la Bourse du Travail de Lyon, un militant, bon militant de la 3^e, préconisait la rentrée de tous les syndiqués minoritaires dans les syndicats majoritaires de leur corporation respective, et dont l'excès de confiance envers les militants, à ce point, me faisait remarquer ce camarade, ce se- rait trop simple.

Soyons plus tolérants, Besnard ! Frap- pons-nous la poitrine et essayons de re- dresser nos torts nous-mêmes sans vouloir prétendre critiquer la position de nos voi- sins.

Ce qu'il faut remarquer de la crise ac- tuelle du syndicalisme, c'est qu'elle tend à paralyser sérieusement les énergies déjà chancelantes. Certains militants, dégoûtés par cette vague d'immoralité, vont certai- nement se cantonner derrière une attitude dangereuse à laquelle peut succéder un ère de paresse, qui pourrait démolir les masses. Il faut réagir vigoureusement et, se remettre dans la foi que nous avons tous dans le redressement du mouvement syndical.

Pour moi, modeste militant, l'unité entre tous les travailleurs doit se réaliser à tout prix, et quels qu'en soient les moyens, non pas pour faire plaisir aux Jouhaux, Mon- moussou ou autres, mais simplement pour redonner sa force à cette masse d'ex- ploités au nom de laquelle nous commet- tons envers les militants, à cet excès de confiance envers les militants, à cette division qu'elle n'a jamais comprise.

ARMENGOL.

Enseignements
et conséquences
de la participation

Le Congrès extraordinaire socialiste dut être suivi avec une attention soutenue par tous ceux qui s'intéressent à la question sociale. C'est qu'il révélait, que soit la caractéristique des commentaires que chacun puisse en tirer, quel que soit aussi la nature des espérances émises préalablement à sa tenue, une importance de premier plan.

Les socialistes se félicitent bruyamment de la volonté unitaire manifestée par les représentants des différentes tendances qui s'affrontaient à ce Congrès. Hum ! Cet optimisme béat est-il vraiment de mise ?

Nous nous permettons, quant à nous, d'en douter ; l'unité oratoire est sau- vée, mais ce n'est que parole remise, l'exposé public, dénué de fioritures et de rétho- rique, des divergences qui séparent les parti- cipationnistes des anti, démontre quant au fond, que les esprits sont faits d'une façon irréductible. Paul Boncour a parlé net. Ziromsky n'a pas été moins clair. La hanche du bolchevisme, interprété diffé- remment, est l'élément moteur des deux conceptions. Ziromsky voit dans le bolche- visme, le parti d'adhésion, à l'effet de la moindre faiblesse, prêt à l'exploiter im- muablement, et susceptible d'être critiqué de ces faiblesses et au moyen de ces critiques de se renforcer, de redevenir l'adversaire redoutable qui a tant mis à mal le parti socialiste. Boncour, et c'est là la grande

leçon du fait, assimile au bolchevisme tout le mouvement révolutionnaire, syndicalisme de lutte de classes y compris. Du bol- chevisme, en tant que parti, il n'en a cure. Il a parfaitement laissé entendre que les tendances révolutionnaires existantes dans le parti socialiste et ailleurs, étaient aussi préjudiciables à l'unité socialiste. Compré- nez par là que ce brave bourgeois déclare tout net, que, dans le cas d'un redresse- ment du parti socialiste, il n'aurait qu'à dire le cynisme, avec laquelle il aborde le débat. On sent derrière lui autre chose qu'une affirmation personnelle, qu'une question de prestige individuel, tout ce- pendant, en bon politicien, il est naturellement friand. Boncour est, nous en avons la con- fiance, non seulement le mandataire de sa Fédération, ce qui n'aurait qu'une impor- tance relative (et d'ailleurs des hommes de cette trempe ne s'appuient pas sur des bases aussi légères pour aborder un débat de cette ampleur), le porte-parole d'une tendance qui s'affirme puissante dans la C. G. T. U. et surtout, surtout dans la C. G. T.

On est obligé d'établir une analogie entre les deux Congrès : socialiste et confédéré, et il saute aux yeux du moins averti que les minoritaires participationnistes du P. S. s'appuient sur les majoritaires de la C. G. T. U. « Pour la première fois, nous nous sommes réunis, nous les deux fractions dirigeantes en orientant la plus près (?) d'elle dans une voie politi- que ». C'est là le thème développé par les dirigeants cégétistes.

Thème faux, d'ailleurs, et qui ne par- vient pas à masquer les accommodations de la Confédération avec le parti radical. D'ail- leurs, le père spirituel de cette nouvelle croisade, à agi, pour une fois, d'une façon radicale. Avec subtilité, il a su discerner où se trouvait la majorité. Sa consultation dernière, lors de la constitution éventuelle d'un ministère de gauche, est, historiquement, le point de départ de la lutte, qui n'est pas près de finir. Et, soit dit en pas- sant, on serait bien curieux de connaître le rôle des loges en cette matière.

La C. G. T. n'est pas plus indépendante que la C. G. T. U. Elle est sous la dépendance absolue de ses fractions, des frac- tions de la bourgeoisie, des loges mao- niques, dont le parti radical est le client essentiel.

Quoi qu'il en soit, ce débat ouvre des perspectives assez précises dans tout le mouvement social. Les participationnistes, cégétistes et socialistes, ont cru leurs posi- tions suffisamment assises pour poser la question, sans crainte de dégoût, et en cela ils se sont lourdement trompés.

Sans doute le parti communiste et la C. G. T. U. sont réduits à la plus simple expression. Mais il existe en leur sein, et à côté, de puissants éléments d'action, pré- sentement assez dispersés, qui ne peuvent pas ne pas se polariser autour de cette question fondamentale de la participation. Leur liaison idéologique avec les anti-participationnistes de la C. G. T. sera le fondement du redressement syndical.

La lutte contre la domination de la C. G. T. U. par le P. S. est une situation de fait créée depuis la C. G. T. U. va révéler, à mesure que jour un peu plus efficace, son acuité actuelle permet les plus grands espoirs pour l'indépendance syndicale, au moins de ce côté là.

La lutte contre la participation, qui est en fait la lutte contre le parti communiste, nous n'en doutons pas, le même caractère passif. Ce sera peut-être plus long, mais ça sera.

Dès lors il y aura, qu'on le veuille ou non, communion de pensée, identité de but, entre les deux fractions minoritaires des deux C. G. T.

La question de la participation est l'abou- tissant logique, inévitable, du système de collaboration dans lequel s'était fourvoyée la immense majorité des militants cégéti- stes, avec le même aveuglement que les militants unitaires marchant aux côtés du parti communiste. Le point final de ces deux fausses routes provoqua les mêmes réactions. Et c'est tant mieux !

Le mouvement syndical régénéré, dont nous voyons chaque jour l'avènement plus proche, sera le résultat de précieuses ex- périences. Ce sera un geste d'avenir.

Un minoritaire unitaire.

C. G. T. S. R.

Groupe d'Amis du « Combat Syndicaliste » de Paris. — Le Groupe se réunira le lundi 10 février, heure et lieu habituels. — Le secrétaire, Despois.

FEDERATION DES METAUX

CHAMBRE SYNDICALE AUTONOME DES METALLURGISTES DE LA SEINE
A TOUTES LES SYNDICATES
Vous êtes conviés à assister à l'Assemblée gé- nérale qui aura lieu samedi 8 février, salle des Commissions, 2^e étage, Bourse du Travail.

Ordre du Jour
1^o Compte rendu du travail effectué ;
2^o Les mouvements en cours et le recrute- ment ;
3^o Les revendications et questions diverses. Les copains sont avisés que des tracts et des rap- ports sont à leur disposition. — P. Le Con- seil et par ordre, le secrétaire, F. Rebours.

FEDERATION DU BATIMENT
Commission du « Proletaire ». — Les cama- rades ayant de la copie pour le journal do- vent, à l'occasion de la 10^e réunion, la com- mission de la 10^e réunion, le 17 h. 30, au siège. Les camarades dont les noms suivent sont convoqués : Carvry, Fontaine, Jubel, et raud Victor.

Leurs Responsabilités

Nous connaissons de longue date la mentalité des entrepreneurs du bâtiment pour nous éviter d'en causer plus longuement aujourd'hui. Nous pouvons également dire, sans crainte d'être démenti, que ces entrepreneurs ont produit dans notre industrie, et sans doute l'incurie des patrons et de leurs chefs directs. Matière vécue souvent rongée par la moisis- sure d'une surveillance et de sécurité sont en général, les chefs d'accusation contre nos exploitateurs.

Il y a pire que cela encore et nous avons pu dire, à l'occasion de la 10^e réunion, que ces entrepreneurs ont fait divers en trois lignes : un gain de 14 ans, un 1^{er} d'un en- fance élevée au quatrième étage.

L'accident s'est produit à Versailles, au ses- environs. Le pauvre petit fut tué sur le coup. Il est hors de doute que la loi et les régle- ments interdisent formellement aux entre- preneurs de bâtiment d'employer des jeunes gens de moins de 18 ans.

En l'occurrence dans ce pénible accident, la responsabilité du patron reste pleine et entière et sans être taxé d'exagération nous pouvons dire qu'il y a dans cette circonstance un véritable assassinat.

Est-ce à dire que ces messieurs vont continuer et ce, au mépris de tous les règlements, à se conduire en véritables pourvoyeurs de décès ?

Cependant, nous savons que récemment a été

LA LÉGION DES DAMNÉS

par Bennett J. DOTY

Nous ne connaissons guère ce fameux corps de la « Légion » autrement que par quelques boquins chavirés où l'on voulait nous la pré- senter comme un phalange de héros prêts à sacrifier leur âme pour l'idole patrie ; avec le livre de M. Doty, nous savons maintenant ce qu'elle est réellement, et les tâches que lui réserve la France dans ses tentatives de colo- nisation.

Deux faits principaux se détachent de la lecture de ce livre, l'un a trait à la vie inté- rieure de la légion et l'autre à sa vie extérieu- re. Le premier ne nous apprend pas grand'chose, la vie à la légion est faite — comme dans tous les régiments d'ailleurs — d'obéissance passive, de discipline et d'abrutissement, les légion- naires se soumettent, se battent dans les estam- nets et les maisons de tolérance ; l'autre ne nous cache pas ces faits, il écrit : « Une fois tirés, ils se battent, bouillottes, onces, chaises et couteaux sont de la partie, et il va même plus loin, car il ajoute : « Les trois-quarts des légionnaires déserteraient s'ils étaient sortis de bons de plaisir grossiers ».

Mais la partie la plus intéressante et la plus vivante est celle qui nous montre les légion- naires dans la campagne de Syrie de 1925. Les fautes du commandement nous valent la désastreuse défaite de Mezra, où une colonne de 4.000 hommes conduite par le général Mi- choud, fut écrasée par les Druses, et dont la grande Presse se garda bien de parler. Voici le passage où des frères nous font apprendre que le squelette de leur fils se dressa au milieu du désert parce qu'il a pu au colonialisme français de s'emparer de la Syrie.

« Nous sommes près de l'endroit où avait campé la malheureuse colonne — une sinistre cuvette au milieu des collines. Le sol était noir et ravagé comme par le feu. C'était partout un enchevêtrement de débris calcinés, d'auto- mobiles blindées, d'ambulances, de camions, au milieu desquels grimaçaient des squelettes. Il y avait encore des traces du parapet en pierre que les Druses, à pied et à cheval, les assail- lant en trombe de tous côtés. Les différents redoutes avaient été enfoncées, la liaison perdue ; le désordre était à son comble. L'artil- lerie avait été chargée et son commandant s'était suicidé. Bientôt, les automobiles blindées manquaient de munitions, et les Druses, à tra- vers les fentes, en massacraient conducteurs et défenseurs au moyen de leurs grands couteaux ou de leurs sabres. Puis ils mettaient le feu à l'essence. Les voitures d'ambulance, remplies de blessés, avaient été ainsi incendiées. Voyant que tout était perdu, le commandant de la colonne avait lui-même donné le signal du « sau- ve-qui-peut ».

N'est-ce pas savoureux ce commandant d'une colonne d'expédition qui donne lui-même le si- gnal du « sauve-qui-peut » ?

Le recommande également la lecture des pro- cès de colonisation qui emploie la France et la façon dont les légionnaires savent nettoyer un village. Qu'on en juge par les lignes suivantes :

« ... Le second jour après notre arrivée, nous prenons part à une opération de répres- sion. Peu de temps auparavant, les habi- tants d'un petit village, à quelque cinq kilom- tres le long de la voie ferrée, s'étaient amas- sés à tirer sur deux trains militaires. Deux ou trois hommes avaient été tués, d'autres blessés. Le caïd, invité à livrer les coupables, avait fait une réponse dilatoire, à l'orientale — personne n'avait, à sa connaissance, tiré. En tout cas, il ignorait la retraite des coupables et ne pou- vait donc les livrer.

« C'est pourquoi, un beau matin, notre ba- taillon, ainsi qu'un bataillon de tirailleurs, une batterie de 75 et un escadron de spahis maro- cains sont dirigés contre le village. C'est une bourgade riche et très différente des nids d'ai- gle auxquels nous avons eu affaire dans la mon- tagne ; elle étale des vergers, des jardins, des

(1) « La Légion des damnés », par Bennett J. Doty, traduit de l'anglais par M. Prevost, Librairie Stock 12, en vente à la librairie d'Éditions sociales, 72, r. des Prairies, Paris-20.

fondée une vague Société de Sécurité et de Vigilan- ce. Société sans doute fondée et gérée par le patronat.

Dans tout ceci, les truateurs de la bêtise prennent les devants et sans doute, à l'avenir, devant nos légitimes revendications des dé- putés à la Sécurité, ils chercheront par tous les moyens à nous imposer leur façon de « réali- ser ».

Nous ne tomberons pas dans ce piège grossier et devant leur prétention d'imposer nous devons avoir le bon sens de leur refuser la sécurité d'un mandat par nos organisations.

Il est impossible qu'en plein XX^e siècle les ouvriers continuent à être les victimes de l'in- curie de leurs exploitateurs, tout d'ouvriers de- puis quelque temps, trouvent une note équi- vatable par la faute des manitous et il faut qu'ils cessent.

Ils sauront aussi que nous n'avons pas con- fiance en leurs attitudes qu'il dégoûtent, quant à leur société ultra-paternaliste nous sommes en droit de contester sa validité.

Redoublons donc d'ardeur et de vigilance car c'est à nous d'éviter les accidents de tous ordres en faisant connaître à tout d'ouvriers de- puis quelque temps, trouvent une note équi- vatable par la faute des manitous et il faut qu'ils cessent.

Le chaos actuel, dans lequel est plongé le mouvement ouvrier, a eu une répercussion fa- cheuse sur le mouvement de la jeunesse ou- vrière de se payer, car si l'on n'y prend garde, sera bientôt pratiquement inexistant. L'éducation et l'orientation de la jeunesse tra- vailleuse est cependant de première impor- tance et cette question devrait retenir l'attention des organisations syndicales qui ont tout intérêt à voir se développer un mouvement de jeunes, qui ne peut que leur être profitable, car les jeunes syndicalistes qui sont sortis de ce socle ont encore la plupart des militants.

La 13^e Région Fédérale du Bâtiment.

LES JEUNES
ET LE MOUVEMENT OUVRIER

Le chaos actuel, dans lequel est plongé le mouvement ouvrier, a eu une répercussion fa- cheuse sur le mouvement de la jeunesse ou- vrière de se payer, car si l'on n'y prend garde, sera bientôt pratiquement inexistant. L'éducation et l'orientation de la jeunesse tra- vailleuse est cependant de première impor- tance et cette question devrait retenir l'attention des organisations syndicales qui ont tout intérêt à voir se développer un mouvement de jeunes, qui ne peut que leur être profitable, car les jeunes syndicalistes qui sont sortis de ce socle ont encore la plupart des militants.

Le chaos actuel, dans lequel est plongé le mouvement ouvrier, a eu une répercussion fa- cheuse sur le mouvement de la jeunesse ou- vrière de se payer, car si l'on n'y prend garde, sera bientôt pratiquement inexistant. L'éducation et l'orientation de la jeunesse tra- vailleuse est cependant de première impor- tance et cette question devrait retenir l'attention des organisations syndicales qui ont tout intérêt à voir se développer un mouvement de jeunes, qui ne peut que leur être profitable, car les jeunes syndicalistes qui sont sortis de ce socle ont encore la plupart des militants.

Le chaos actuel, dans lequel est plongé le mouvement ouvrier, a eu une répercussion fa- cheuse sur le mouvement de la jeunesse ou- vrière de se payer, car si l'on n'y prend garde, sera bientôt pratiquement inexistant. L'éducation et l'orientation de la jeunesse tra- vailleuse est cependant de première impor- tance et cette question devrait retenir l'attention des organisations syndicales qui ont tout intérêt à voir se développer un mouvement de jeunes, qui ne peut que leur être profitable, car les jeunes syndicalistes qui sont sortis de ce socle ont encore la plupart des militants.

Le chaos actuel, dans lequel est plongé le mouvement ouvrier, a eu une répercussion fa- cheuse sur le mouvement de la jeunesse ou- vrière de se payer, car si l'on n'y prend garde, sera bientôt pratiquement inexistant. L'éducation et l'orientation de la jeunesse tra- vailleuse est cependant de première impor- tance et cette question devrait retenir l'attention des organisations syndicales qui ont tout intérêt à voir se développer un mouvement de jeunes, qui ne peut que leur être profitable, car les jeunes syndicalistes qui sont sortis de ce socle ont encore la plupart des militants.

Le chaos actuel, dans lequel est plongé le mouvement ouvrier, a eu une répercussion fa- cheuse sur le mouvement de la jeunesse ou- vrière de se payer, car si l'on n'y prend garde, sera bientôt pratiquement inexistant. L'éducation et l'orientation de la jeunesse tra- vailleuse est cependant de première impor- tance et cette question devrait retenir l'attention des organisations syndicales qui ont tout intérêt à voir se développer un mouvement de jeunes, qui ne peut que leur être profitable, car les jeunes syndicalistes qui sont sortis de ce socle ont encore la plupart des militants.

Le chaos actuel, dans lequel est plongé le mouvement ouvrier, a eu une répercussion fa- cheuse sur le mouvement de la jeunesse ou- vrière de se payer, car si l'on n'y prend garde, sera bientôt pratiquement inexistant. L'éducation et l'orientation de la jeunesse tra- vailleuse est cependant de première impor- tance et cette question devrait retenir l'attention des organisations syndicales qui ont tout intérêt à voir se développer un mouvement de jeunes, qui ne peut que leur être profitable, car les jeunes syndicalistes qui sont sortis de ce socle ont encore la plupart des militants.

Le chaos actuel, dans lequel est plongé le mouvement ouvrier, a eu une répercussion fa- cheuse sur le mouvement de la jeunesse ou- vrière de se payer, car si l'on n'y prend garde, sera bientôt pratiquement inexistant. L'éducation et l'orientation de la jeunesse tra- vailleuse est cependant de première impor- tance et cette question devrait retenir l'attention des organisations syndicales qui ont tout intérêt à voir se développer un mouvement de jeunes, qui ne peut que leur être profitable, car les jeunes syndicalistes qui sont sortis de ce socle ont encore la plupart des militants.

Le chaos actuel, dans lequel est plongé le mouvement ouvrier, a eu une répercussion fa- cheuse sur le mouvement de la jeunesse ou- vrière de se payer, car si l'on n'y prend garde, sera bientôt pratiquement inexistant. L'éducation et l'orientation de la jeunesse tra- vailleuse est cependant de première impor- tance et cette question devrait retenir l'attention des organisations syndicales qui ont tout intérêt à voir se développer un mouvement de jeunes, qui ne peut que leur être profitable, car les jeunes syndicalistes qui sont sortis de ce socle ont encore la plupart des militants.

Le chaos actuel, dans lequel est plongé le mouvement ouvrier, a eu une répercussion fa- cheuse sur le mouvement de la jeunesse ou- vrière de se payer, car si l'on n'y prend garde, sera bientôt pratiquement inexistant. L'éducation et l'orientation de la jeunesse tra- vailleuse est cependant de première impor- tance et cette question devrait retenir l'attention des organisations syndicales qui ont tout intérêt à voir se développer un mouvement de jeunes, qui ne peut que leur être profitable, car les jeunes syndicalistes qui sont sortis de ce socle ont encore la plupart des militants.

Le chaos actuel, dans lequel est plongé le mouvement ouvrier, a eu une répercussion fa- cheuse sur le mouvement de la jeunesse ou- vrière de se payer, car si l'on n'y prend garde, sera bientôt pratiquement inexistant. L'éducation et l'orientation de la jeunesse tra- vailleuse est cependant de première impor- tance et cette question devrait retenir l'attention des organisations syndicales qui ont tout intérêt à voir se développer un mouvement de jeunes, qui ne peut que leur être profitable, car les jeunes syndicalistes qui sont sortis de ce socle ont encore la plupart des militants.

Le chaos actuel, dans lequel est plongé le mouvement ouvrier, a eu une répercussion fa- cheuse sur le mouvement de la jeunesse ou- vrière de se payer, car si l'on n'y prend garde, sera bientôt pratiquement inexistant. L'éducation et l'orientation de la jeunesse tra- vailleuse est cependant de première impor- tance et cette question devrait retenir l'attention des organisations syndicales qui ont tout intérêt à voir se développer un mouvement de jeunes, qui ne peut que leur être profitable, car les jeunes syndicalistes qui sont sortis de ce socle ont encore la plupart des militants.

Le chaos actuel, dans lequel est plongé le mouvement ouvrier, a eu une répercussion fa- cheuse sur le mouvement de la jeunesse ou- vrière de se payer, car si l'on n'y prend garde, sera bientôt pratiquement inexistant. L'éducation et l'orientation de la jeunesse tra- vailleuse est cependant de première impor- tance et cette question devrait retenir l'attention des organisations syndicales qui ont tout intérêt à voir se développer un mouvement de jeunes, qui ne peut que leur être profitable, car les jeunes syndicalistes qui sont sortis de ce socle ont encore la plupart des militants.

cultures renfermant des moutons et des chèvres.

« Nous l'encourageons et les spahis y pénètrent avec un interprète et l'ancien chargé de récla- mer une indemnité. Des paris sont ouverts. Contre l'espoir des uns, les pessimistes prédis- sent que l'indemnité sera payée. Au bout de quelque temps, les spahis reviennent avec l'of- ficier et l'interprète. L'indemnité exigée a été refusée. Toutefois, une demi-heure de grâce a été accordée au caïd pour lui permettre de revenir sur sa décision.

« On devinait, à l'excès précipité de la population, que le refus serait maintenu. Quand le village fut presque désert, quelques lan- guettes ouvrirent le feu sur nous. Mais nos mi- traillères les firent taire rapidement.

La demi-heure écoulée, c'est ma compagnie qui reçoit l'ordre de pénétrer dans le village. « Je reviens encore les regards sceptiques qui semblent dire : « Pas possible ! C'est trop beau pour être vrai ! »

« En avant, marche ! » Et nous entrons. « Nulle part, j'en suis sûr, il n'existait de troupes plus qualifiées que la 29^e de marche pour le besogne à accomplir. En de telles ex- péditions, il est de tradition de partager les vivres entre toutes les cuisines. Le reste est l'affaire de celui qui l'a trouvé ; il le garde. Des grou- pes enfoncent les portes à coups de crosse et envahissent les maisons. Vous suivez leurs pro- grès au fracas des glaces, de la vaisselle, des meubles brisés. Les légionnaires mettent à sac le riche village avec le même entraînement que certains pompiers en ont à faire la part du feu. Quand tout a été mis dans des sacs, les légion- naires, chargés d'étoffes, de soieries, de grands pots de miel et de pain, des raisins secs ; ils rapportent des bijoux ou des babioles, des montres, des pendules. Dieu sait quoi ! Par les rues, se pressent les troupeaux de moutons ou de chèvres, des mulets, des ânes, des bœufs. Un homme ramène une jument de sang ; un autre un superbe étalon.

« Cependant, Budney, emmené par l'adju- tant de bataillon, faisait d'autre besogne. Les deux commes entraînaient dans les maisons quand les pillards en étaient sortis ; ils venaient du pétrole sur les murs et les planchers et en approchaient une allumette. Aussi, quand nous partions, tels les nomades des anciens temps, dans les migrations, chargés de notre butin et poussant des troupeaux devant nous, le village n'était-il plus qu'un brasier ardent sous de grands nuages de fumée.

« De retour à Kadem, ce furent trois jours de bonhomie ! »

Il me semble qu'on nous a raconté quelque chose de semblable, mais oui, en 1914 et 1915, seulement c'étaient ces barbares d'Alle- mands qui étaient accusés d'horreurs pareilles, alors qu'aujourd'hui, un témoin impartial nous dit ce qu'il a vu, ce qu'il se fait, et il est impos- sible que le Druse, dont la femme a été massa- crée, les enfants violés, qui a eu sa maison brû- lée, ne sache pas apprécier à sa réelle valeur les bienfaits de la civilisation française.

Il y a dans le livre bien d'autres passages émouvants, comment on laisse les blessés en- nemi mourir sans aucun soin sur le champ de ba- taille, comment un légionnaire les achève mé- me d'une façon sadique ; l'espère qu'après ces ren- seignements, ces camarades de la Croix-Rou- ge s'empresseront de partir pour la Syrie.

Mais l'auteur n'a pu supporter longtemps la vie abrutissante et monotone de la Légion, il a donc déserté avec trois camarades, il a été condamné à 8 ans de travaux forcés, et s'il a parlé d'une façon assez terne de la prison militaire d'Alberville, il nous décrit des choses plus troublantes sur ce qu'il se passe à Clairvaux. Ce sont les rations insuffisantes, les punitions pour la moindre parole, le cachot, la salle de discipline et ceci qui en dit long sur les bruta- lités que subissent les détenus :

« Les gardiens — Corsets en majorité — jouissent d'un pouvoir illimité. On leur doit le salut, et l'on doit subir en silence leurs pires insultes. Leur amour-propre est très chatoi- leux, et ils se vengent par le passage à tabac du délinquant.

Voulez-vous savoir comment l'on brise une grève de la faim ? Lisez :

« Le directeur passe lentement devant le rang. A chacun de nous, il pose cette seule question : « Vous mangez ? »

S'il dit non, il est emmené par les gardiens. Ceux-ci se jettent sur lui et l'entraînent à coups de poing et à coups de pied à travers le corridor qui mène aux cachots. Lorsqu'il est devenu in- visible, nous entendons ses imprécations et le bruit sourd des crosses qui s'abattent sur lui.

Que pourrais-je ajouter de plus, la Légion est un enfer, les prisons quelque chose d'hor- rible ; seulement, il est bon que, de temps à autre, un livre bourgeois vienne le crier à tous vents, afin d'éveiller les consciences ; j'espère qu'après la lecture de ce livre, véritablement hallucinant par son objectivité, aucun homme n'aura la sottise d'aller signer un engagement dans l'infamie légion ; car si l'auteur a pu s'en tirer, grâce à sa qualité d'Américain et aux influences qui ont été pour lui, il n'est pas donné à tout le monde de jouer des mêmes pri- vilèges.

ERGET.

Mort à tout régime autoritaire, 5 fr. ; Férand, 2 dol. 50 fr. 50 ; Chenu, 5 fr. ; Amédée, 10 fr. ; Groupe du 18^e, 35 fr. ; Fauclair, André, 10 fr. ; Quadri, 5 fr. ; Povolitch, 10 fr. ; Quelques abonnés de Saint- Henri, 5 fr. ; Chenu Charles, 5 fr. ; Mort à tout régime autoritaire, 5 fr. ; Murat, 5 francs ; Dominique Bodini, 10 fr. ; Stephen Mac Say, 15 fr. ; Tyr, 10 fr. ; Journet Clau- de, 5 fr. ; Groupe de Brest versé par Le Lann, 35 fr. ; Lament, 10 fr. ; Marcos Jo- seph, 5 fr. ; Mazeyrat Léger, 5 fr. ; Louis Grandicani, 10 fr. ; souscription faite à l'« Emancipateur », versée par Mattart, 19 fr. 15 ; J. B. Dervico, 5 fr. ; Dugne Rémy 20 fr. ; Groupe Elisée Reclus, versé par Rastouli, 15 fr. ; Total, 374 fr. 65.

IRREGULIERS
Le Duff Alain ; José Torloni, 83 fr. 35 ; Haussard, 10 fr. ; Total, 93 fr. 35.
Total de la présente liste : 93 fr. 35.
Total général en caisse au 1^{er} janvier, 1.585 fr. 90 + 374,65 + 98,33, soit 2.058,88.
Dépenses, versé à Maceno, 1.150 fr. + 5 fr. 50 (frais divers) soit 1.155 fr. 50.
Reste en caisse fin janvier 2.058 fr. 88 - 1.155 fr. 50, soit 903 fr. 38.

CERCLE D'ETUDES SOCIALES
DU 15^e ARRONDISSEMENT
DIMANCHE 16 FÉVRIER, A 14 H. 30
MAISON DES SYNDICATS,
18, RUE DE CAMBONNE (15^e)
(Métro : Cambonne)

Controverse sur :
POUR OU CONTRE
LA VIOLENCE RÉVOLUTIONNAIRE
par : Han Hyner et Garin
Participation aux frais : 2 francs.

PETITE CORRESPONDANCE
Ferdinand Michel, bon abonnement fini le 30- septembre 1930
Clavel Emil. — Ton abonnement se termine le 15 février 31.

Commission administrative. — Réunion lundi

10 février, à 20 h. 20.

PARIS-BANLIEUE

FEDERATION PARISIENNE

Pour mettre en pratique les décisions de l'Assemblée générale du 1^{er} février, notam- ment l'organisation d'une série de meetings sur « La liberté individuelle », les groupes de la Fédération doivent se faire représen- ter au Comité d'initiative qui aura lieu samedi 8 février, à 20 h. 20, rue des Prairies.

Groupe des 14^e